

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : Article F (Partie III)

Déposée par MM. Santer, Helminger et Fayot (Titulaires, Luxembourg) ainsi que Mme Wagener et M. Schmit (Suppléants, Luxembourg)

Article F : Procédure de révision du Traité constitutionnel

Le gouvernement de tout État membre, ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du Traité constitutionnel. Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux.

Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au Traité constitutionnel. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

La Conférence des représentants des gouvernements des États membres peut être préparée par une Convention composée de représentants des Parlements nationaux, des chefs d'État et de gouvernement des États membres, et du Parlement européen et de la Commission.

Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Explication éventuelle :

La méthode de la Convention comme moyen de préparation d'une CIG doit être prévue dans la Constitution mais plutôt comme une possibilité car certains amendements ne justifieront pas la convocation d'un organe d'une telle importance.